

## L'IDA EN ACTION

### Environnement : protéger les ressources nationales et mondiales

**A**u cours des dix dernières années, l'Association internationale de Développement (IDA), la branche de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres du monde, a prêté quelque 4,7 milliards de dollars pour favoriser l'investissement dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Cette aide a permis d'atténuer la pollution de l'air dans les zones urbaines et industrielles, d'assurer un approvisionnement plus fiable en eau propre, de rendre la gestion des terres plus durable, de mettre sur pied des institutions environnementales, de faire face au changement climatique et de protéger la biodiversité. Des évaluations indépendantes ont montré que ces prêts ont porté leurs fruits.

Au moyen de crédits et de travaux d'analyse, l'IDA a contribué à accroître l'intégration des questions environnementales dans les stratégies nationales de développement et dans les stratégies d'aide-pays que la Banque mondiale élabore de concert avec les pays clients. Les mesures de sauvegarde environnementale entourant les projets de la Banque mondiale ont évolué et sont devenues une référence en matière de normes pour la gestion et l'évaluation environnementales. La Banque mondiale travaille d'ailleurs de plus en plus étroitement avec les organisations non gouvernementales (ONG) impliquées dans l'environnement par le biais de partenariats et d'accords d'application.

#### Quelques chiffres

- La gestion côtière et la restauration des mangroves sur la côte sud du Vietnam a amélioré la résilience de 120 000 ménages dans le bas du delta du Mékong.
- Des travaux de conservation du sol et de l'eau achevés sur près de 200 000 hectares dans l'État de Karnataka, en Inde, ont amélioré le rendement des récoltes de près de 24 % et élargi la diversification des cultures.
- En Bosnie-Herzégovine, près de 50 % des déchets solides sont désormais déchargés dans des sites d'enfouissement sanitaires ou éliminés d'une autre manière respectueuse de l'environnement.
- Au cours des dix dernières années, les prêts accordés par l'IDA dans le cadre de son programme de Gestion de l'environnement et des ressources naturelles (GERN) se sont chiffrés en moyenne à 470 millions de dollars par année.
- Au cours de cette période, l'Afrique a été la région la plus ciblée, avec 41 % de tous les engagements de l'IDA pour le GERN dédiés à cette région, suivie par l'Asie du Sud (26 %).

## CONTRIBUTIONS DE L'IDA

### L'IDA aide les pays à atteindre leurs objectifs de développement pour le Millénaire.

L'environnement est une composante clé de nombreux ODM. Parmi ces derniers figure notamment l'objectif visant à « Préserver l'environnement » (objectif 7). Deux cibles de cet objectif font spécifiquement l'objet du travail environnemental de l'IDA : les cibles 9 et 10.

### Intégration des principes de développement durable

La cible 9 vise à « Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales ». Le premier volet de cette cible correspond à la volonté de la Banque mondiale d'intégrer les questions environnementales, telle que décrite dans sa stratégie environnementale.

La Banque mondiale offre deux types d'aide financière : des prêts à l'appui des politiques de développement, qui soutiennent des programmes sociaux et économiques dans divers secteurs, et des prêts à l'investissement, qui soutiennent des projets spécifiques de réduction de la pauvreté. Les prêts à l'appui des politiques de développement ont en règle générale davantage intégré les questions environnementales, mettant souvent l'accent sur le renforcement de la gouvernance dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Le pourcentage de prêts à l'appui des politiques de développement traitant de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles est passé d'environ 1 % pour l'exercice 2000 à 16 % pour l'exercice 2008.

Un exemple de ce type de prêt se retrouve dans les Opérations de politiques de développement pour la République centrafricaine, où une meilleure gouvernance et une plus grande transparence relative aux actifs forestiers et miniers ont ouvert la voie à la restauration des fonctions clés de la gouvernance étatique, en particulier dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Ces efforts ont été

soutenus par des activités parallèles organisées par d'autres équipes de la Banque mondiale, notamment une initiative d'allègement de la dette, et par d'autres institutions multilatérales et bilatérales.

### Protéger les ressources environnementales

Le deuxième volet de la cible 9 fait référence à plusieurs ressources environnementales, dont les zones forestières.

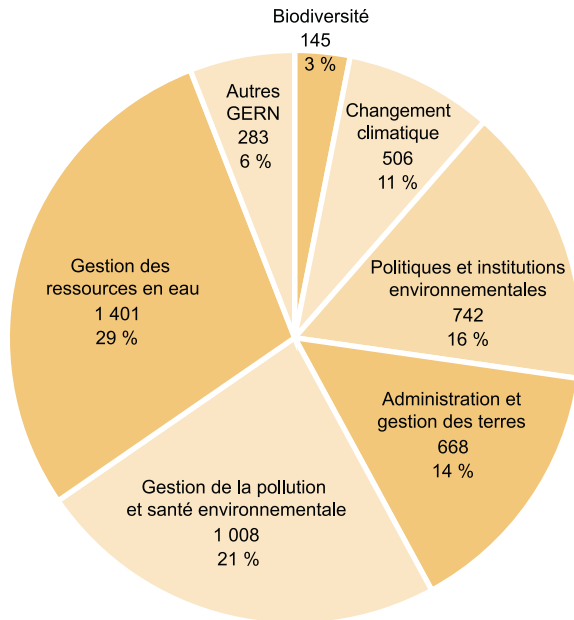
Depuis 1990, la Terre a perdu environ 1,3 million de kilomètres carrés de zones forestières, soit près de 100 000 kilomètres carrés par année. Étant donné que plus de 1 milliard de personnes pauvres tirent leurs moyens de subsistance des forêts, cette perte rapide compromet leur prospérité et les efforts nationaux pour réduire la pauvreté.

En matière de gestion forestière, l'IDA travaille à rendre la gestion des terres protégées plus efficace tout en proposant des activités bénéfiques aux communautés dépendantes des forêts. L'IDA a financé la création de nouvelles zones protégées ainsi que l'expansion et le renforcement de zones existantes. Ces zones comprennent des forêts, des montagnes ainsi que des terres arides, et une attention grandissante est accordée aux écosystèmes marins et à l'eau douce.

Au nombre des exemples, on compte le Laos, l'Ouganda, la Bolivie, Madagascar et l'Inde (voir encadré).

La communauté internationale s'est tournée vers la Banque mondiale pour son leadership dans les domaines de l'accès à l'énergie, de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et de l'adaptation aux répercussions du changement climatique. La Banque mondiale a commencé à formuler sa réponse à ces enjeux en avril 2006 dans un document intitulé *Clean Energy and Development : Towards an Investment Framework* (Énergies propres et développement : vers un cadre d'investissement). Le travail soutenu de la Banque dans ces domaines s'est poursuivi avec la publication du rapport *IDA and Climate Change* (L'IDA et le changement climatique) (2007) et avec l'élaboration d'un

**Engagements de l'IDA envers la Gestion de l'environnement et des ressources naturelles (GERN) par sous-thèmes, exercices 2000 à 2009 (en millions de dollars)**



Cadre stratégique sur le changement climatique et le développement (2008).

Pour les pays les plus pauvres de la planète, les questions d'amélioration d'accès à l'énergie et d'énergies propres sont primordiales, et l'IDA les soutiendra au moyen de son travail analytique, de développement des capacités et de prêts visant à réduire leur vulnérabilité aux variations et au changement climatiques.

**Offrir l'accès à une ressource vitale : l'eau potable**

Si à l'échelle mondiale les pays sont en bonne voie d'atteindre l'objectif de développement pour le Millénaire relatif à l'eau potable, moins de la moitié de l'objectif en matière d'assainissement sera atteint d'ici 2015. Les efforts financiers actuels doivent donc presque doubler pour atteindre l'objectif relatif à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement en Afrique subsaharienne seulement nécessitera des investissements annuels de 7 milliards de dollars, ce qui est largement supérieur aux

investissements annuels actuels de 800 millions de dollars. Les équipes en charge des questions de l'eau, de l'environnement et de la santé continuent de travailler ensemble sur les problèmes de mortalité infantile, de qualité de l'eau et de lavage des mains, ainsi que sur d'autres activités clés.

**Utiliser les avantages comparés de l'IDA**

Les enjeux environnementaux sont par définition intersectoriels ; ils nécessitent donc que les gouvernements fassent preuve de leadership et interviennent pour corriger les défauts du marché et promouvoir le passage à l'action de tous les membres de la société. Un bon nombre de partenaires de développement sont actifs dans ce secteur, mais l'IDA fournit des services uniques en ayant recours à des partenariats à tous les niveaux des gouvernements pour intégrer les questions environnementales dans les politiques économiques nationales et la planification du développement. Ces services comprennent :

- faire le lien entre l'environnement et tous les autres secteurs pertinents (par exemple, au moyen d'un travail d'analyse et d'évaluations environnementales sectorielles) ;
- inviter les parties prenantes issues du contexte national ou non à former des partenariats pour résoudre les problèmes environnementaux qui nécessitent une action collective ;
- allouer d'importantes ressources financières, tel que le démontre un volume de prêts d'environ 4,7 milliards de dollars à des projets liés à l'environnement et aux ressources naturelles au cours de la dernière décennie ;
- mobiliser des ressources financières additionnelles et coordonner l'aide à l'environnement avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), les agences bilatérales et les fondations ;
- rendre disponible la plus importante source d'experts du monde (plus de 200 membres de l'effectif) avec une présence accrue dans ses bureaux sur le terrain ;
- développer des connaissances à l'échelle mondiale sur un vaste éventail de sujets permettant aux clients de profiter de leurs connaissances mutuelles pour assurer leur croissance économique et la viabilité à long terme de l'environnement.

## Planter des arbres dans le Sud du Vietnam pour lutter contre l'érosion côtière

Lorsque le typhon Linda a frappé la côte Sud du Vietnam en 1997, il a attiré l'attention sur un écosystème déjà compromis. Par le passé, de vastes forêts de mangroves avaient stabilisé les lignes côtières, les protégeant des vents et des tempêtes. Cependant, depuis des années, les populations locales exploitaient les forêts pour en faire du bois d'œuvre et du bois de chauffage ou encore abattaient les arbres pour faire de la place pour l'élevage de crevettes.

Dans le but de reconstruire les moyens de subsistance et de restaurer un écosystème dévasté, le Projet de protection et de développement des marécages côtiers financé par la Banque mondiale (23 millions de dollars de l'IDA et 7 millions de dollars du Fonds mondial pour l'environnement), a pour objectif de planter près de 5 000 hectares de mangroves, souvent dans des environnements difficiles.

En tenant compte des programmes gouvernementaux connexes, ce sont près de 25 000 hectares de nouveaux arbres qui ont été plantés entre 2000 et 2007 pour protéger la côte Sud du Vietnam.

Aujourd'hui, les arbres nouvellement plantés constituent un refuge pour les animaux marins. Les sédiments du delta du Mékong sont retenus par le système unique de racines des mangroves, ce qui aide à retarder de plusieurs années l'érosion des côtes. Par conséquent, les pêcheurs constatent une plus grande variété de coquillages, une résurgence de la reproduction des crabes, une amélioration de leurs prises quotidiennes et une augmentation de leurs revenus. De plus, les communautés côtières sont désormais mieux protégées des vagues et des tempêtes saisonnières.

Le projet comportait également un ambitieux programme de développement social pour aider à enrayer l'une des causes premières de la dégradation environnementale, soit les conditions de vie précaires et la pauvreté enclavée dans les zones près de la côte. Au total, près de 1 500 familles de quatre provinces ont été relocalisées, passant d'un environnement fragile près de la plage à des logements confortables dans de nouvelles communautés protégées par des digues. Ces familles ont ainsi eu accès aux écoles, aux routes, à l'électricité et à l'eau ainsi qu'à des cours d'alphabétisation, des services d'extension, des microcrédits, des semences et des terres. Pour bon nombre de ces familles, le déménagement leur a ouvert de nouvelles possibilités et leur a donné une plus grande sécurité de vie.

## Produire des résultats pour les peuples du monde entier

Dans le cadre du *Projet de développement du bassin de Karnataka* en Inde (financement de l'IDA de 100 millions de dollars), achevé en 2007, l'IDA a joué un rôle clé en aidant le gouvernement à concevoir un projet pour tester de nouvelles approches participatives pour la gestion et la planification intégrées du bassin. Ce nouveau modèle s'appuie également sur les organisations non gouvernementales (ONG) comme partenaires actifs. Au nombre des résultats du projet, on compte des **travaux de conservation du sol et de l'eau sur plus de 200 000 hectares, 24 % d'amélioration du rendement des récoltes et la diversification des cultures.**

*Le Projet local d'autonomisation et de gestion environnementale du Nigeria* (financement de l'IDA de 70 millions de dollars) a démontré comment les Nigériens peuvent planifier, financer, mettre en œuvre, exploiter et maintenir de petits projets viables sur le plan environnemental et inclusif sur le plan social dans plusieurs secteurs clés. Plus d'un million de personnes bénéficient de microprojets dans le domaine de l'éducation ; 1,1 million de personnes dans le domaine de la santé ; 1,8 million de personnes dans le domaine de l'eau et 500 millions de personnes dans le domaine du transport rural ; en outre, 500 millions de personnes tirent parti de facilités de gestion de l'environnement et des ressources naturelles que les communautés ont elles-mêmes mises en place. Le suivi du projet démontre également que 1,2 million d'enfants supplémentaires vont désormais à l'école grâce

à des facilités d'éducation offertes dans le cadre du projet, et que près de 1,9 million de personnes ont désormais accès à un meilleur approvisionnement en eau en termes de distance parcourue et de coûts.

S'appuyant sur une évaluation stratégique de l'environnement et une stratégie nationale pour le tourisme, le *Projet de tourisme côtier du Honduras* (financement de 5 millions de dollars de l'IDA) avait pour but de favoriser une industrie du tourisme côtier plus durable. Le projet a organisé diverses activités de préservation de l'environnement et créé un fonds (Fondo Prosperidad) pour financer des activités génératrices de revenus et pour assurer la viabilité financière de ce secteur. La région a désormais adopté une approche d'« écotourisme » qui intègre les bienfaits économiques du tourisme responsable. Ces bienfaits comprennent la production d'énergie à faible impact, la planification de la résilience aux chocs climatiques et la préservation des ressources naturelles.

Le *Projet de gestion des déchets solides en Bosnie-Herzégovine*, qui a reçu un financement total de 66 millions de dollars de l'IDA, s'attaque à l'exposition aux décharges à ciel ouvert qui représente l'une des plus graves menaces à la santé publique dans les zones urbaines. Le projet est axé sur le regroupement des décharges par région, l'utilisation de méthodes sécuritaires d'élimination des déchets, et la réhabilitation des décharges. Il met aussi l'accent sur la sensibilisation du public, la formation du personnel du secteur, l'extension des services de collecte à des zones non desservies à l'heure actuelle et sur l'élaboration de plans d'activités. **Six décharges régionales ont vu le jour avant la fin du premier projet en 2009 et près de la moitié de la population du pays en bénéficie aujourd'hui.** Un nouveau projet en cours de préparation portera sur la construction de six nouveaux sites d'enfouissement sanitaires d'ici la fin 2013. Les impacts attendus de ce second projet comprennent un meilleur système de collecte des déchets, une plus grande couverture des services formels de gestion des déchets, une meilleure qualité de l'eau souterraine sur les sites d'enfouissement, une plus grande satisfaction des citoyens

vis-à-vis des services de gestion des déchets et un meilleur taux de recouvrement des coûts des services publics participants.

### Réaliser des recherches et des analyses importantes

En plus d'accorder des prêts, l'IDA a produit en moyenne 18 études analytiques par an pour ces trois dernières années et une aide technique hors financement portant exclusivement sur l'environnement.

Nous continuons à travailler avec nos partenaires et à mettre l'accent sur les messages contenus dans l'étude sans précédent de la Banque mondiale intitulée *Environmental Health and Child Survival – Epidemiology, Economics, Experiences* (Santé environnementale et survie des enfants : épidémiologie, économie et expériences). Ce rapport souligne que les maladies découlant des facteurs de risques environnementaux telles que la diarrhée, les infections respiratoires aiguës et le paludisme sont les principales causes de décès des enfants de moins de cinq ans dans les pays en développement. La malnutrition est un facteur qui contribue également grandement au taux de mortalité chez les enfants et elle est inextricablement liée aux infections environnementales. Le changement climatique devrait alourdir le nombre de cas de malnutrition, de paludisme et de maladies diarrhéiques. Les personnes les plus touchées seront principalement les pauvres, surtout ceux vivant dans les grandes villes très peuplées d'Asie du Sud et d'Afrique.

Étant donné les liens probants qui existent entre les facteurs environnementaux et les résultats sur la santé, notamment la diarrhée et la malnutrition, ainsi qu'entre les effets du changement climatique et la sécurité alimentaire, la recherche collaborative dans le domaine de la santé constitue une occasion unique d'intégrer ces liens. Du côté de la Banque mondiale, ce rapport souligne également la nécessité de voir de multiples secteurs de la Banque travailler ensemble pour atteindre de meilleurs résultats dans le domaine de la santé dans les pays clients, tant au niveau de la prévention des maladies et des décès qu'au niveau du traitement et de l'innovation liés au développement de vaccins et de médicaments.

De plus, ce rapport a des implications directes sur les accords institutionnels au sein de la Banque pour faciliter la collaboration nécessaire entre les secteurs et pour continuer à porter l'attention requise à la lutte contre des maladies telles que la diarrhée qui coûtent encore la vie à 1,6 million de personnes chaque année, surtout des enfants de familles pauvres dans les pays en développement.

En outre, des travaux économiques et sectoriels récemment achevés en Ouganda (2009) démontrent que les questions de financement et de gouvernance sont essentielles pour l'expansion de l'assainissement et de l'hygiène, l'amélioration des résultats en matière de santé environnementale et l'atteinte par le pays des divers objectifs en matière de santé. L'analyse de l'Ouganda identifie les problèmes institutionnels qui freinent les progrès en matière d'assainissement et d'hygiène et montre comment une enveloppe budgétaire intégrée pour l'assainissement peut être incluse dans le contexte des efforts du pays pour décentraliser certains services essentiels, les rendant ainsi plus accessibles aux communautés.

Les analyses environnementales par pays fournissent les données analytiques nécessaires pour intégrer les questions environnementales dans les projets et programmes (de prêts et d'aide technique) que la Banque mondiale offre pour soutenir les pays en développement. Au cours de l'exercice 2008, de telles analyses ont été réalisées dans plusieurs pays clients de l'IDA, notamment l'Éthiopie, le Honduras, la Namibie, le Népal, le Nigeria, le Sénégal, le Timor-Leste et le Vietnam. Des analyses sont également en cours au Bénin et en Côte d'Ivoire.

De même, une évaluation stratégique environnementale fournit le cadre nécessaire pour évaluer et gérer un vaste éventail de risques environnementaux, aidant ainsi la Banque à intégrer les questions environnementales dans divers secteurs dans ses activités. L'évaluation met l'accent sur les secteurs de la pêche, de la foresterie, des mines et de la planification du développement urbain. Des travaux d'évaluation ont été achevés au cours de l'exercice financier 2008 au Bangladesh, au Cambodge, au Cameroun, en Guinée, en Inde, au Kenya, au Liberia, à Madagascar, en Sierra Leone et en Zambie, des pays clients de l'IDA.

Le deuxième programme pour le développement de politiques sur la gouvernance des ressources naturelles et de l'environnement du Ghana, a été élaboré suite à une analyse de l'environnement du pays préparée en collaboration avec un groupe de donateurs locaux dans le domaine de l'environnement et des ressources naturelles. En plus de financer une évaluation stratégique de l'environnement dans le secteur du pétrole, ce programme continue de traiter des questions de gouvernance dans les secteurs de la foresterie et des mines, et d'améliorer la gestion de l'environnement.

## ENJEUX MONDIAUX

Le monde d'aujourd'hui doit relever des défis nouveaux et persistants pour protéger l'environnement, gérer ou atténuer les impacts du changement climatique et protéger la biodiversité de la Terre. Pour réaliser des progrès dans tous ces domaines, notamment pour gérer adéquatement les forêts, préserver les espèces de poissons ou prévenir l'érosion du sol, il faut que les actions soient coordonnées entre les secteurs et entre les diverses parties prenantes.

### L'IDA a fait ses preuves en matière d'implication efficace dans les enjeux environnementaux mondiaux.

La communauté internationale s'est tournée vers la Banque mondiale pour s'inspirer de son leadership dans un certain nombre de domaines, y compris le changement climatique, la biodiversité, la gestion durable et la protection durable des zones forestières ainsi que la gestion durable des zones côtières et marines et notamment de la pêche.

### Changement climatique

Ces deux dernières années, d'importants progrès ont été réalisés dans les efforts pour élargir l'action de lutte contre le changement climatique. Un Cadre stratégique pour le changement climatique et le développement a été adopté par la Banque mondiale en octobre 2008. Au cours de l'exercice 2009, les donateurs ont fait des promesses de dons au Fonds d'investissement pour le climat et le projet devrait être mis en œuvre dès l'exercice en cours. Par ailleurs,

le Portail sur le changement climatique de la Banque mondiale fournit des données relatives au climat et permet d'avoir accès, entre autres ressources, à des outils d'adaptation comme l'outil de suivi des risques ADAPT ou les outils mis au point par d'autres organisations. Ces réalisations contribuent aux efforts de l'IDA pour réunir l'action pour le développement et la lutte contre le changement climatique en une plate-forme intégrée au niveau des pays. Par conséquent, les récents prêts et autres activités de l'IDA ont été caractérisés par une attention accrue portée aux risques relatifs au climat et de meilleurs travaux analytiques.

Pour obtenir plus d'informations au sujet des activités de l'IDA en matière de changement climatique, veuillez consulter le rapport sur le sujet à [www.banquemondiale.org/ida](http://www.banquemondiale.org/ida).

## Biodiversité

La Banque mondiale fait figure de leader en matière de renforcement des capacités des pays en développement à bénéficier des possibilités de financement offertes par les marchés du carbone.

Les investissements de l'IDA en matière de biodiversité permettent d'améliorer la gestion des zones protégées, de renforcer les capacités des communautés à gérer leurs ressources en biodiversité et de travailler avec les gouvernements pour concevoir et mettre en application des politiques qui favorisent une gestion efficace aux niveaux national, régional et local. Ainsi, le Projet de gestion de la biodiversité et des côtes de Guinée-Bissau a fourni les investissements nécessaires à la création du IBAP, une agence semi-autonome du gouvernement responsable de la gestion des cinq parcs nationaux du pays. L'agence travaille avec les communautés pour s'assurer que les forêts sont protégées. La protection de cette zone riche en forêts constitue une occasion unique de générer des crédits de carbone sur le marché international du carbone, étant donné la diminution des émissions de carbone liées à la déforestation et à la dégradation. Les fonds qui seront ainsi obtenus aideront le pays à financer lui-même l'IBAP et la gestion des parcs plutôt

que de devoir recourir aux financements de l'IDA et du Fonds pour l'environnement mondial.

## Gestion durable des terres

La récente Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, à laquelle ont contribué 1 300 auteurs de 95 pays, a confirmé que la dégradation des terres/désertification constitue sans doute le changement d'écosystème qui devrait avoir le plus de répercussions négatives sur les moyens de subsistance des pauvres. L'IDA, l'une des principales organisations finançant les mesures de lutte contre la dégradation et la désertification, a investi quelque 700 millions de dollars dans des activités de gestion durable des terres, notamment dans le Partenariat TerrAfrica en Afrique subsaharienne. Le Projet de développement durable des terres en Éthiopie s'inscrit dans ce partenariat : dans le cadre de ce projet, les petits exploitants agricoles travaillent pour réduire la superficie de leurs terres agricoles et améliorer le rendement de leurs cultures au moyen de pratiques améliorées de gestion du bassin, d'émission et d'administration de titres pour les terres rurales, et grâce à une aide technique et financière.

## La gestion et la protection des forêts

La gestion et la protection des forêts est un autre domaine d'intervention de longue date de l'IDA. Le PROFOR est un partenariat formé de multiples donateurs qui fournit de nouvelles informations et connaissances sur les enjeux relatifs aux forêts tels que les moyens de subsistance, la gouvernance, les finances et la coopération intersectorielle. À travers l'initiative *Forest Alliance* (Alliance mondiale pour les forêts), l'IDA unit ses forces à celles du World Wildlife Fund (WWF) pour créer des zones forestières protégées représentatives et bien gérées ainsi que des zones forestières non protégées mais gérées de manière responsable. L'IDA est également impliquée dans le processus Gouvernance et police des forêts (FLEG). En partenariat avec les gouvernements, la société civile et le secteur privé, le FLEG a pour objectif de générer un engagement politique de haut

niveau pour faire face à l'exploitation forestière illicite et aux autres crimes forestiers. De plus, le Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier finance les activités d'atténuation du changement climatique qui réduisent la déforestation.

### Gestion des zones côtières et marines

Le changement climatique menace de faire basculer plusieurs écosystèmes marins et côtiers au-delà du point de non-retour, ce qui aura de lourdes conséquences sur l'ensemble de la société et en particulier sur les pauvres.

Évaluer à leur juste valeur les services relatifs aux écosystèmes marins et côtiers est essentiel pour assurer un développement durable, selon une publication de la Banque mondiale intitulée *Environment Matters : Valuing Coastal and Marine Ecosystem Services* (Questions d'environnement : évaluer les services relatifs aux écosystèmes marins et côtiers). Ce rapport soutient que même si nous reconnaissons que l'océan fournit une vaste quantité de nourriture, il a également une fonction clé dans la régulation du climat mondial de par son rôle dans le cycle de carbone de la Terre et de « tapis roulant » des courants des océans. L'océan abrite également la plus grande diversité de formes vivantes de la planète. Ces services rendus par l'océan et d'autres qui sont essentiels à la vie et à la race humaine ont été traités comme des « biens gratuits » et les écosystèmes qui les offrent se détériorent rapidement en raison d'une surutilisation, de la pollution et de leur destruction physique.

L'évaluation des services rendus indirectement par les écosystèmes porte particulièrement attention au rôle régulateur des ressources marines et côtières qui fournissent des habitats pour les écosystèmes marins et continuent à fournir des services essentiels en matière de pêche productive, de tourisme, de protection des côtes et d'absorption de CO<sub>2</sub>.

La contribution annuelle des biens provenant des écosystèmes de l'océan et de ses services à l'économie mondiale est estimée à plus de

20 billions de dollars. La biodiversité et la régulation du climat sont d'une valeur inestimable et la valeur spirituelle d'un paysage marin intact et l'émerveillement ressenti devant un récif corallien sont impossibles à quantifier.

Les écosystèmes marins et côtiers jouent donc un rôle complexe et vital en assurant la prospérité économique et le bien-être social des pays en développement. À mesure que nous avançons dans le 21<sup>e</sup> siècle, l'importance de ces ressources marines et côtières ne fera qu'augmenter.

### Pêches

Le **Programme mondial pour la pêche durable (« PROFISH »)** de la Banque mondiale continue de tenter de relever les défis relatifs à la crise de plus en plus marquée dans le monde de la pêche marine, et de répondre aux impacts de cette crise sur les personnes pauvres dans les communautés côtières et vivant de la pêche du monde entier. Récemment, PROFISH a publié deux importantes études destinées aux décideurs politiques et aux gestionnaires dans les pays clients de l'IDA. La première publication intitulée *Sunken Billions* (Des milliards sous l'eau) porte sur les justifications économiques pour entreprendre des réformes dans le domaine de la pêche. La deuxième publication, *Changing the Face of the Waters* (Changer la face des eaux), examine les promesses et les défis relatifs à l'aquaculture durable. Ces deux rapports ont déjà été mis en application dans le cadre du Projet régional d'Afrique occidentale sur la pêche qui vise à garantir des moyens de subsistance durables, la sécurité alimentaire et la croissance économique dans neuf pays clients de l'IDA, de la Mauritanie au Ghana.

### PERSPECTIVES D'AVENIR

La Banque mondiale, la Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) ont commencé à préparer une nouvelle stratégie sur l'environnement pour le Groupe de la Banque mondiale qui devrait être prête d'ici décembre 2010. Cet exercice reflète l'engagement continu du Groupe de la Banque

mondiale à veiller à ce que son aide dans les pays clients produise des résultats durables sur le plan économique, social et environnemental.

La nouvelle stratégie articulera un ensemble de principes et proposera une approche pour intégrer la viabilité environnementale au sein des projets du portefeuille de la Banque mondiale. La stratégie examinera l'expérience et les leçons apprises suite à la création, au sein même de la Banque, du Réseau de développement durable en ce qui a trait à l'intégration des questions environnementales dans d'autres secteurs où travaille la Banque.

Dans le cadre du processus de préparation de cette stratégie, la Banque tentera d'identifier les domaines dans lesquels elle devrait aider ses clients à répondre de manière plus efficace aux priorités environnementales et à s'orienter vers davantage de durabilité. De plus, cette stratégie examinera le rôle potentiel que la Banque peut jouer dans ses pays clients pour soutenir des approches de financement novatrices pour favoriser un développement durable et respectueux de l'environnement. À cet égard, la Banque travaillera en étroite collaboration avec les autres partenaires du développement, notamment le Fonds pour l'environnement mondial et les donateurs multilatéraux et bilatéraux, dans le but de renforcer leur collaboration.

### Leçons apprises

Dans son travail sur l'environnement, l'IDA intègre de plus en plus les leçons apprises suivantes :

- Investir dans l'environnement est justifié sur le plan économique. Les investissements de l'IDA ont démontré qu'améliorer la gestion des récoltes, des pâturages et des forêts peut permettre aux pauvres d'accroître leurs revenus. De l'air et de l'eau plus propres et une moindre exposition aux déchets et ordures permettent d'améliorer la santé et la productivité des travailleurs pauvres.
- Une meilleure couverture du travail d'analyse réalisé en amont facilite le ciblage de l'aide de l'IDA pour répondre aux problèmes sociaux et économiques ayant de grandes répercussions sur les pauvres (par exemple, investir dans la gestion des bassins versants pour la production alimentaire et l'approvisionnement en eau). Les analyses environnementales par pays constituent une opportunité de travailler avec les gouvernements sur les principaux défis environnementaux et pour encourager d'autres donateurs qui ont généralement les mêmes intérêts à collaborer.
- La qualité opérationnelle pendant les phases de commencement, de supervision et de sortie peut encore être améliorée.
- L'IDA doit de plus en plus se fier aux mesures domestiques de sauvegarde environnementale qui passent le test d'équivalence et d'acceptabilité de l'IDA.
- L'environnement est un domaine où intervient une multitude d'acteurs. Si elle veut atteindre ses objectifs stratégiques, il est essentiel que l'IDA continue de mettre ses ressources au service de programmes mondiaux.

Juin 2009.

<http://www.banquemondiale.org/ida>